



Un autre monde  
est possible

# flamme d'Afrique

Lundi 13 décembre 2004 - N° 3 - Quotidien du 3<sup>ème</sup> Forum Social Africain - Lusaka

## POINT DE PRESSE

Le secrétariat du Forum social africain tient une conférence de presse ce lundi à 16 h.

Une conférence de presse sur les Ape se tient toujours ce lundi à 13 h.

Les conférences se tiennent sur le site du Forum, au Mulungushi International center

# NEPAD OU PAS NEPAD ? Le mouvement social cherche ses repères



Devant le débat sur le Nepad, le débat n'a pu être tranché hier. Face au rejet absolu des uns, d'autres membres du mouvement social africain pensent que la bonne démarche serait plutôt de s'impliquer dans le débat, pour apporter les changements jugés nécessaires au processus. (voir page 3)

## TRIBUNAL DES JEUNES

### La peine de mort pour la Bm et le Fmi

La salle d'audience n'avait ni la majesté ni le coté policé des palais de justice conventionnels, mais le juge Madock Chivasa, son assesseur Phillan Zamchiya, le procureur Patricia Maunganidze, le conseil de la défense Tamuka Charles et les témoins avaient à coeur de bien tenir leur rôles. En effet, le tribunal des jeunes de ce Forum social africain n'a aucun pouvoir réel et la sentence rendue n'a que valeur de symbole. Cependant, le jugement traduit les aspirations de cette frange qui constitue la majorité de la population du continent. L'an dernier, les jeunes du forum zimbabwéen avaient symboliquement fait le procès de la dette. C'est de cette expérience qu'est née l'idée de juger la libéralisation de l'éducation en Afrique.

Dans l'acte d'accusation, le procureur a d'abord rappelé l'importance de l'éducation dans l'émancipation des jeunes d'Afrique et dans leur capacitation en vue d'une participation responsable dans l'avenir de leurs pays. A l'inverse, la non éducation fait le lit de tous les maux dont souffrent cette catégorie de la société (enfants soldats, drogue, etc). Or, la libéralisation du système éducatif et l'abandon du rôle de l'Etat aux structures décentralisées ont annihilé tous les acquis capitalisés depuis les indépendances. Devant la gravité des charges, l'avocate des jeunes ne pouvait de requérir une application rigoureuse de la loi.

(Suite page 3)



Si à l'image du président Olosegun Obasanjo (en haut avec le président George Bush), les chefs d'Etat africains ont donné la main, les altermondialistes africains, eux, ne s'accordent pas encore sur la position à adopter face à un Nepad qui arrime le continent à la mouvance néolibérale actuelle.

## REAFFIRMATION DE LA SOUVERAINTE DES PEUPLES Quel vocabulaire pour le mouvement social ?

PAGE 2

### CEREMONIES RELIGIEUSES

#### Quand Dieu s'invite chez les altermondialistes

Mulungushi International Conference Center ne draine pas du monde autour de ce troisième Forum social africain. Le manque d'affluence est perceptible dès l'entrée du site. Mais aussi dans les salles abritant les panels. Pour l'essentiel, ce sont les délégués venus de l'étranger et quelques organisateurs locaux qui tentent de remplir les salles pour échanger entre altermondialistes. C'est le constat de Bakary Fofana du Forum social guinéen mais également de Murthy Krishna du forum social indien.

S'agit-il d'un déficit d'information ou d'un

manque d'intérêt des populations locales ?

A la lumière de cette faible mobilisation populaire autour d'un événement à dimension continentale, Murthy Krishna du Forum social indien pense «qu'il y a encore un gros travail de mobilisation à faire si l'Afrique veut réussir son Forum social mondial». Depuis le dernier rendez-vous de Mumbai, en janvier dernier, les Africains ont en effet affiché leurs prétentions pour abriter la grand-messe de l'altermondialisme en 2007.

(Suite page 4)

## SOUVERAINETE DES PEUPLES

# Quel vocabulaire pour le mouvement social ?

Le Forum social africain a ouvert hier une fenêtre sur «le nouvel ordre mondial». Il était question de «la réaffirmation de la souveraineté des peuples» et Samir Amin le conférencier, aussi bien que d'autres intervenants n'y sont pas allés par quatre chemins pour dénoncer la compromission de la souveraineté des peuples devant la puissance des Etats Unis. Une politique d'hégémonie dans laquelle Washington s'offre «le plaisir de remorquer l'Europe».



Samir Amin.

Le monde qui se dessine ainsi n'est pas sans conséquence sur les pays pauvres que le néolibéralisme triomphant enfonce dans la misère. Pour changer les rapports actuels de domination et d'asservissement, la réforme l'Onu est jugée nécessaire. Cette réforme, Samir Amin la voit sous deux angles : politique et judiciaire. Avec une formalisation «plus responsable» du principe d'interdiction de la guerre et de l'agression sous quelques formes que ce soient. Et la remise en cause de la démarche qui voudrait que seuls les Etats saisissent la Cour internationale de justice de La Haye.

Pour mener une telle bataille, faut-il que le mouvement social soit à la hauteur ? Sans se montrer pessimiste, le coordinateur du Forum du tiers monde est tout de même perplexe : «Nous ne sommes pas à la hauteur», confesse-t-il. Et pour cause : «Le forum social n'a

pas créé le cadre qu'il faut pour que le maximum de forces progressistes puissent disposer de larges marges de manœuvre». Devant l'indispensable équilibre des rapports de forces, bien des intervenants ont déploré l'autocensure de ceux qui, au sein du mouvement social, ne cachent pas leur embarras de se voir étiqueter par l'adversaire.

En fait, certaines choses semblent manquer à Samir Amin dans cette dynamique qui se développe. Ainsi remarque-t-il l'abandon de certains concepts dans le jargon du Forum social, alors qu'ils répondent à sa philosophie. Tel que le mot «indépendance». Et cela, «au profit des concepts comme «pauvreté» qui appartient au vocabulaire de l'adversaire». Et pour l'économiste égyptien, la dépendance commence par l'usage du langage de l'adversaire. «La langue traduit la culture politique».

Sékouba SAVANÉ

## LUTTE CONTRE LA PAUVRETE AU BURKINA

# L'impossible convergence entre le gouvernement et la société civile

Officiellement, le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (Cslp) au Burkina devait se baser sur une «une démarche fondée sur une large consultation». Cela n'a pas été le cas. La collaboration entre l'État et la société civile autour du Cslp accuse même un fort retard. Pendant trente mois on a vécu un surplace qui ne s'est débloqué que cette année.

(Panos infos) - Le Burkina est d'ordinaire un élève studieux et bien noté par les bailleurs de fonds occidentaux. Ce pays sahélien est, comme le rappelle un haut fonctionnaire du ministère de l'Economie et du Développement, Banoudaba Dabiré, «le second pays africain après l'Ouganda à avoir bénéficié de l'initiative Pays pauvres très endettés, à laquelle se rattache directement le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (Cslp)». C'était en 2000. Mais M. Dabiré reconnaît que pendant plus de vingt-quatre mois la mobilisation des Burkinabés n'a pas été à la hauteur des ambitions et «que même l'administration n'avait pas une connaissance claire» du dossier. Dans la revue de la Cslp qu'ils tiennent régulièrement, les partenaires techniques et financiers (Ptf) ne disent pas autre chose. Ils pointent du doigt «l'action du gouvernement burkinabé qui reste caractérisé par une coordination insuffisante des partenaires impliqués». En particulier ceux de la société civile.

A priori, ces partenaires ne manquent pourtant pas au Faso. Ce pays est même une terre de Cocagne pour une multitude d'Ong et un tissu associatif épais et étendu que couvre la quasi-totalité du territoire. Mais cette société civile prolifique est aussi divisée, éclatée en une constellation de petites structures sans moyens. Selon Claude Bationno, consultant, s'il y a un retard dans l'action commune entre pouvoirs publics et société civile, lors du lancement du Cslp, cela tient d'abord «à la trop grande atomisation des Ong et associations burkinabés». «Rien que pour savoir à qui s'adresser, à qui envoyer un courrier, l'État a du mal à se repérer», explique-t-il. Il est vrai qu'il existe 14 000 associations et Ong au Burkina Faso, soit une pour 800 habitants. Rien qu'entre janvier et avril 2004, quarante et une demandes nouvelles de création d'associations sont arrivées sur les bureaux de l'administration territoriale.

L'État aurait donc eu du mal à trouver des partenaires représentatifs et solides dans cette nébuleuse de petits groupements qui fonctionnent souvent en circuit quasi fermé. Avec leurs codes, leur spécialités, leurs réseaux. Et parfois même leur part de malhonnêteté : un pourcentage de moins en moins négligeable d'Ong burkinabés ne sont créés que dans un seul but : récolter des fonds. Toutefois, il existe au Faso une dizaine d'unions d'Ong, au nombre d'une dizaine. Le Secrétariat permanent des organisations non gouvernementales (Spong) reste le plus important et le plus influent de ces regroupements, fédérant plus de



Intervention d'une Ong sur le terrain au Burkina : malgré leur nombre, elles ne pèsent pas encore d'un grand poids sur l'agenda politique burkinabé.

quatre-vingt dix organisations importantes.

La présidente du Spong ne partage pas l'analyse de Claude Bationno. «Pendant un long moment, les pouvoirs publics nous ont oubliés. Tout simplement», se plaint Clémentine Ouédraogo. Elle raconte deux ans et demi de batailles, parfois tendues, entre son organisation et l'État «qui traînait des pieds» pour accepter le Spong à la table des débats sur le Cslp. «Une fois, un ministre nous a dit que nous n'avions pas le droit à la parole», se souvient-elle. Les Ong et l'État ont quand même fini par s'entendre sur la tenue, en juillet 2003, d'un Forum national sur la relecture du Cslp. Un début de dialogue était né. Quelque 194 représentants d'Ong ont participé à cette consultation. Et le gouvernement a publié une version révisée du Cslp en janvier 2004 en se basant sur les critiques émises par les Ong. La société civile a, elle aussi, élaboré son propre document de référence. Résultat : deux philosophies s'opposent dans ces deux volumes d'une centaine de pages.

Sur un domaine aussi important que l'agriculture, un secteur qui emploie encore aujourd'hui plus de 70 % des Burkinabés, autorités et Ong ne sont pas sur la même longueur d'onde. Le gouvernement burkinabé a opté pour une politique très modernisante de l'agriculture : petite irrigation, culture de contre-saison, développement d'une forte politique cotonnière, monétarisation des productions, électrification rurale, recherche et développement, professionnalisation des agriculteurs et même expérimentation des Ogm. La société civile s'oppose à ces choix trop productivistes. «Nous exprimons nos inquiétudes sur la pertinence de certaines options dans

le domaine agricole. Il s'agit de la promotion de l'agrobusiness, avec comme conséquence la spoliation des meilleures terres de paysans voués à devenir, dans le meilleurs des cas, des ouvriers agricoles sans avenir», estime la société civile dans son document critique.

Au centre des préoccupations du Cslp burkinabé, il y a aussi la bonne gouvernance. Sur ce point, la société civile constate que le souci «reste théorique. Les acteurs ne jouent pas leur rôle d'éducation des populations, la gestion des ressources publiques se fait en contradiction avec le principe de lutte contre la pauvreté exigeant sobriété de tous et exemplarité des dirigeants». Ce désaccord en matière de bonne gouvernance traduit la tension politique qui agite le Burkina depuis cinq ans. La société civile est souvent politisée et hostile au régime de Blaise Compaoré. Elle rechigne à s'impliquer dans des programmes avec lesquels elle est en désaccord.

Le Spong affiche, par exemple, des idées proches de celle de l'opposition. Dans ce contexte, il est difficile de mesurer les résultats obtenus durant les quatre premières années de mise en place du programme de lutte contre la pauvreté au Burkina. Quatre années durant lesquelles le Cslp a tenté d'avancer avec très peu de relais au sein de la société civile. Les partenaires techniques et financiers, eux-mêmes, regrettaient récemment «qu'en terme de résultats au niveau de la pauvreté, il [soit] difficile de se prononcer au stade actuel. En effet pour beaucoup d'indicateurs la disponibilité régulières des données n'est pas assurées».

Caroline SORGHO  
et Samba DIALLO

## Flamme d'Afrique au rendez-vous

Ce journal qui n'existe que le temps d'un Forum social, en est à sa troisième expérience. Ceux qui étaient au Forum social mondial de Mumbai, en janvier 2004, l'ont vu naître. Le Forum social ouest-africain, organisé à Conakry du 28 au 30 novembre dernier, a été l'occasion de réactualiser l'expérience. Avec ce rendez-vous de Lusaka, *Flamme d'Afrique* accompagne pour la troisième fois le mouvement social africain. Le temps de cette rencontre, le journal sera quotidien et entièrement dédié à la couverture des différentes manifestations qui se tiennent.

Cette initiative découle d'un partenariat entre l'Incha Tiers-monde, l'Institut Panos Afrique de l'Ouest et Women for Change, dans une volonté d'impliquer davantage le secteur des médias et de la communication pour accompagner la marche du mouvement social africain et assurer une plus large diffusion des idées, des enjeux et des perspectives qui se dessinent autour. Sur tout dans la perspective du prochain Forum social mondial qui se tient à Porto Alegre en fin janvier 2005. Les journalistes qui composent la rédaction de *Flamme d'Afrique* viennent de différents pays africains. Au-delà de la réalisation du journal, ils travaillent aussi à l'information du public africain sur les actualités et les enjeux de ce Forum social africain.

Dans une version trilingue (français, anglais, portugais) paraître du samedi 11 au mercredi 15 novembre.

### Rédaction française et lusophone

Comité éditorial : Taoufik Ben Abdallah, Diana Senghor; Lumba Siyanga - Coordinateur : Tidiane Kassé - Rédaction : Souleymane Niang, Constança de Pina, Sékouba Savané, Bréhima Touré

Les participants souhaitant faire des contributions peuvent déposer les textes à notre rédaction, au premier étage, salle n° 13



## LE MOUVEMENT SOCIAL FACE AU NEPAD

# Lifting cosmétique ou rejet total ?

Faut-il embarquer dans le bateau du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad) ou rester à quai ? La réponse à cette question divise les acteurs du mouvement social. Ce sont des positions tranchées qui se sont exprimées hier, lors du panel organisé le Nepad et l'Union Africaine, sur cette initiative que les chefs d'Etat africain développent comme solution de sortie de crise pour le continent.

Dans la bouche d'Oduor Ongwen du Kenya, la sentence est sans appel : «Les motivations du Nepad sont à mille lieues des aspirations des populations africaines». D'abord, le mécanisme de revue des pairs qui consiste, pour les pays volontaires, à se soumettre à une évaluation des pratiques de bonne gouvernance, n'est pour lui qu'une condition imposée par les bailleurs de fonds qui veulent créer un environnement propice aux investissements étrangers. Le financement des programmes du Nepad étant confié au secteur privé, ce sont les multinationales occidentales qui occuperont la place en dictant leur loi, fait-il observer. Qui plus, assène-t-il, que les investissements directs étrangers n'ont jamais profité aux populations locales.

Plus radical, Demba Dembélé du Sénégal estime même inutile de mener un débat sur le Nepad. Le péché dans cette initiative lui semble



Le panel sur le Nepad et l'Union africaine, hier.

originel. Dans la mesure où lui paraît illusoire de vouloir créer un nouveau partenariat – comme le prétendent les promoteurs du Nepad – sans remettre en cause les règles qui ont conduit l'Afrique au bord du gouffre. «Le Nepad est muet sur la question de l'annulation de la dette», déplore-t-il ainsi. Et de conclure sur le même tempo qu'Oduor Ongwen, pour dire que «le Nepad n'est rien d'autre qu'un lifting cosmétique pour embellir l'Afrique afin de mieux la vendre aux multinationales».

Devant ce tir de barrage, Hassan Sumonu du Nigeria élève des objections. Il voit le mouvement social doit monter sur le ring du Nepad pour se battre et faire passer ses points de vue, plutôt que de rester dans les tribunes pour

commenter les actions des acteurs. «Si vous avez un enfant têt, vous avez le devoir de l'éduquer, vous n'avez pas le droit de le tuer», a-t-il argumenté. Cette possibilité d'agir sur le Nepad, pour la société civile, il la voit dans le fait que cette initiative a beaucoup progressé au cours de ces trois dernières années dans le domaine du genre et de la prise en compte des suggestions de la société civile. Les idées ne manquent pas. Et Boubacar Diop du Sénégal de souligner que les Ong essaient de faire avancer des idées dans le domaine de l'éducation, notamment celle de l'enseignement du swahili dans les universités africaines. Et il ne manque pas de place faite aux questions d'éducation.

**Bréhima TOURE**

## Lusófunos outsiders do FSA

Descobrir o caminho a seguir após o lançamento de "Visão 50" em Moçambique e apresentar a visão que os jovens têm da África trouxe Roquia Sonate Mulungo, Core Group Triple F – Mwengo – ao III Fórum Social Africano. Roquia Sonate Mulungo integra uma delegação de jovens moçambicanos – são três apenas – e, a par do grupo angolano que chegou no fim da tarde de sábado, 11 Dezembro, são os únicos falantes de português neste evento que junta organizações de quase todos os países do continente.

E Roquia é categórica ao afirmar que "a lusofonia dispõe de muito pouco espaço dentro do Fórum Social Africano" e que, inclusive, enfrenta dificuldades no Visão 50, tendo em conta que a língua de trabalho e os documentos são em inglês. "Visão 50 integra jovens de quase todos os países da África. Mas Moçambique é o único que fala português. Queremos atrair outros países lusófonos e alargar as discussões ao resto do continente em outras línguas para que Visão 50 seja, de facto, uma organização africana".

Mas Mwengo extravassa "Visão 50". Presidida por Graça Machel, a organização apresenta uma África vista por 24 jovens, mulheres e homens do Kenia, Uganda, Tânzania, Malawi, Moçambique, Zâmbia, Zimbabue, Botswana, Namibia,

Lesoto, África do Sul e Suazilândia, que reconhecem uma falta de sustentabilidade do continente e querem influenciar os actores de diferentes níveis da sociedade a pensar numa África melhor. "Um dos critérios de selecção dos jovens é o intenso interesse em falar dos desafios que confrontam o continente e seus povos e o seu compromisso e vontade de contribuir para o processo", lê-se no Projecto Visão para África.

São jovens que viram os antepassados lutar pela independência dos respectivos países, há mais de 30 anos e que querem retomar essa luta agora em direcção ao desenvolvimento, paz, interconexão entre os países, isto é,

que querem "Unir a África". Proposta que estes jovens fixam no tempo para 2050, altura em que, segundo eles, a África será um continente cuja liderança valorizará e alimentará a paz como alicerces de desenvolvimento e sustentabilidade, tolerará, apreciará e beneficiará da sua diversidade através da criação de formas sistemáticas e contextuais de gestão dos recursos e o seu povo irá inventar formas criativas e não violentas de difundir as suas potencialidades. A África estará interligada interna e externamente e promoverá uma nova identidade e cultura e, quem sabe, os lusónos encontrarão, finalmente, um espaço a sua dimensão no continente.

**Constância de PINA**

## Tratamento da Sida em África

# Mulheres africanas 'quebram' o silêncio



Un des plus graves impacts du sida en Afrique est dans la croissance du nombre d'orphelins.

Sem qualquer sentimento de raiva ou de revolta, a zimbabuense Getrude Ukoma "despiu-se" perante as pessoas que lotaram a sala onde se debatia o 'Acesso ao Tratamento do VIH/Sida' no terceiro dia do Fórum Social Africano. Getrude Ukoma é apenas uma das muitas mulheres africanas infectadas com o vírus do VIH-Sida - as Mutapolas -, doença que as reuniu e que lhe dá suporte para falar e se mostrar. Mas Mutapola não se ocupa apenas de mulheres, focaliza sua atenção também sobre os filhos e as filhas da Sida.

A coragem de Getrude Ukoma não é gratuita e nem desprovida de intenção. Esta mulher deu a cara tapa e pediu, ou melhor suplicou, tratamento, medicamentos e mais respeito, sobretudo por parte dos homens que usam a sua força para subjugar o sexo feminino. "Enquanto Mutola, estamos organizados para atender as mulheres e dar uma atenção especial as crianças que nascem infectadas – a transmissão mãe-filho é bastante elevada nesta região do continente. As nossas crianças nascem já com um certificado de óbito porque não temos como acolhe-las e trata-las. Temos de ser capazes de travar isso".

E foi com um sentimento de impotência que reconheceu que a maioria das mulheres infectadas de Zimbabue residem nas zonas rurais, concretamente em lugares onde não existem hospitais, centros de saúde ou outro meio que lhes possa garantir o acesso mínimo ao tratamento. Esta situação, admite, resulta da crise económica que afecta o país e que incide principalmente sobre as mulheres e as crianças. "Nós as Mutapolas

enfrentamos uma situação delicada porque vemos as nossas crianças adoecer e levamo-las ao hospital, e só então é que nos percebemos que temos o vírus no nosso corpo".

Mutola Voices é um programa que acolhe mulheres infectadas de toda a África do Sul. Tem várias faces, desde jovens a adultos, vivem nas cidades ou nas vilas, são casadas ou solteiras com diferentes experiências e vivendo em realidades díspares, mas uma coisa em comum: são mulheres. "As Mutapolas não se fazem de vítima. São fortes, responsáveis e simpáticas. Sabem o que querem mas, por causa das circunstâncias, se silenciam. As Mutapolas precisam de informações, de medicamentos e de serem apoiadas pelos governos para que possam viver condignamente, ainda que com o vírus".

Exactamente por isso, Davie Malungisa, que coordenou o painel, realçou a necessidade de garantir o tratamento da sida, a segurança alimentar e mais justiça económica e social para as mulheres. Tudo isso porque, a seu ver, o vírus VIH – Sida lhes desastabilizou. "Queremos que as mulheres tenham acesso ao tratamento e que a Sida seja contemplada com ajuda internacional incondicional para que possamos adquirir produtos em países que praticam melhores preços, a Índia e o Brasil por exemplo", afirma Malungisa, lembrando que, no caso concreto de Zimbabue que representa no FSA, o país possui cerca de dois milhões e 300 mil infectados para uma população de 12 milhões habitantes, dos quais boa parte são trabalhadores porque se situam na faixa etária dos 15 aos 40 anos.

**Constância de PINA**

## La peine de mort pour la Bm et le Fmi

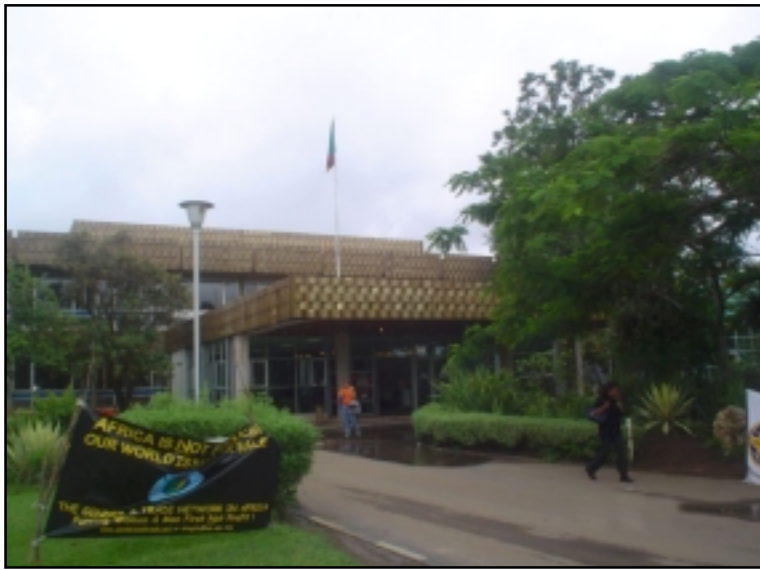
(Suite de la page 1) A la suite du procureur, quatre témoins se sont succédé pour dire combien les politiques néolibérales ont soit exclus les démunis du système éducatif, soit ou compromis toute qualité de l'enseignement dans des écoles surpeuplées sous prétexte d'assurer l'éducation universelle. La Zimbabwienne Farai note que dans son pays les budgets consacrés au service de la dette sont plus élevés que ceux qui vont à l'éducation. «Qu'est-ce que le pouvoir sans liberté ? Qu'est-ce que la liberté sans le pouvoir de choisir ? Qu'est-ce que le pouvoir de choisir sans éducation ? Nous réclamons justice», clame-t-elle.

Les témoins de l'Afrique du Sud et de l'Ouganda ont pointé à leur tour la mal gouvernance, l'exclusion des femmes, la cherté des frais d'éducation dans leur pays. Le témoin zambien a préféré faire dans le

sarcasme pour répondre à ce qu'elle considère comme une moquerie. Selon elle, le cas de la Zambie est différent des autres parce que le gouvernement fait tout pour que l'éducation soit gratuite et universelle. «Mais pour que l'éducation soit gratuite il faudrait qu'il y ait des écoles», lâche-t-elle.

La plaidoirie de l'avocat de la défense n'y fera rien, malgré son éloquence et une certaine arrogance. Le juge a évoqué des circonstances aggravantes et prononcé la peine de mort contre les accusés : la Banque mondiale et le Fonds monétaire international... Un jugement sans appel. Les gouvernements africains comparaissent pour complicité.

**Souleymane NIANG**



## LE FORUM SOCIAL AU MULUNGUSHI Du non-alignement à l'altermondialisme

Le Mulungushi International Conference Centre où se déroule le Forum social africain est un édifice chargé d'histoire, mais qui doit apprendre à survivre. Depuis trente-cinq qu'il existe, ce lieu a vu se succéder des manifestations historiques ; autant pour la Zambie que pour la sous-région. Quand les autorités zambiennes décidaient de sa construction, c'était pour accueillir le Sommet des pays non-alignés de 1970.

Les autorités zambiennes avaient alors à peine trois mois pour construire un édifice digne d'abriter un tel événement. Pourtant, le bois qui orne abondamment la devanture du bâtiment a dû être importé de la Yougoslavie... Tout un symbole à l'époque du Non alignement triomphant, dont l'un des pôles était justement Belgrade, sous le maréchal Tito. Mulungushi a également vécu un sommet de l'Oua, accueillant les négociations de paix inter-congolaises et résonne aux sons du rythm and blues de James Brown.

Plus de trente ans après son édification, Mulungushi qui tire son nom d'un fleuve zambien, continue d'être le principal centre de conférence de la Zambie. Mais en raison des obligations qui pèsent sur ses gestionnaires d'en assurer la

rentabilité, des activités en tous genres s'y tiennent. Si les participants au Forum social mondial ont été surpris de voir des offices religieux se succéder et se trouvent devoir voisiner avec une bruyante ferveur religieuse, Mulungushi accueille aussi des combats de boxe, des concerts, des cérémonies familiales, etc.

Pour faire face à une forte demande, le centre dispose de sept salles de conférence dont la principale peut accueillir 3000 personnes, d'un Business Centre et d'un restaurant-bar, théâtre des activités les plus lucratives du centre avec la restauration. Installée depuis un peu plus de deux ans, la cuisine a changé le profil financier de l'établissement. Interrogé sur le chiffre d'affaires et le bénéfice annuels, un membre du staff se contente de déclarer, avec un sourire éloquent, que l'affaire est rentable. Mulungushi emploie quelque 75 personnes à divers postes. En revanche, le centre n'a pas à sa charge l'entretien des antilopes et d'une quinzaine de singes qui vivent à l'état sauvage dans son périmètre. Des animaux qui auraient été déplacés dans les années 1970. Aujourd'hui, ils profitent des 2000 mètres carrés du parc.

**Souleymane NIANG**

## Dieu s'invite chez les altermondialistes

(Suite de la page 1)

Au-delà de la faible affluence, les organisateurs du forum doivent aussi souffrir de partager le centre de conférence avec des manifestations religieuses dont le vacarme domine les échanges qui ont lieu dans les panels. Derrière leur frustration ou leur dépit certains délégués au forum se posent même des questions sur la présence de ces religieux qui mobilisent plus que les altermondialistes locaux. On n'est pas loin de penser à du sabotage. «Je crois savoir que cette manière de célébrer la religion provient des Etats Unis», laisse tomber avec malice M. Murthy. Interrogé sur l'identité des groupes religieux, un délégué zambien confie : «Je ne connais pas cette religion».

Même s'ils ne connaissent rien du forum et perçoivent les

altermondialistes comme des «intrus», les religieux créent tout de même l'ambiance avec leurs chants, musique et danses sur le site du forum. Deux mondes se côtoient ainsi, mais on est loin de l'harmonie.

**Issa OUSSEINI**

MIINI FOIRE - Côté exposition-vente, il n'y a pas grand chose à signaler. Quelques documents thématiques (livres, brochures, dépliants, etc.) sont proposés sur un ou deux stands. A côté, les commerçants locaux arrivent difficilement à tirer leur épingle du jeu au niveau des rares stands. «Je suis là depuis l'ouverture de la manifestation mais jusqu'ici, je n'ai pas vendu grand chose. C'est à peine que je trouve deux clients par jour», clame une vendeuse de vêtements.

Rabia Abdelkrim, militante du Forum social africain

## «Le coupable de notre tribunal est connu»

**Pourquoi un tribunal des femmes à ce Forum social africain ?**

**Rabia Abdelkrim :** Pour rappel, c'est le Forum social africain, réuni en Conseil exécutif, qui a pris la décision d'instituer le tribunal des femmes, afin qu'il se penche sur les problèmes que nous rencontrons quotidiennement. Car nous Africaines, nous sommes victimes de crimes. L'objectif de ce tribunal étant de proposer des alternatives par rapport à toutes les problématiques de l'Afrique vues par les femmes. Déjà, je peux dire que les résultats s'annoncent salutaires.

**Quels résultats ?**

Le tribunal a siégé pendant six heures d'affilée et on peut dresser un premier bilan : deux jours après, nous en sommes à plus de cinq mille réactions qui sont sorties de notre boîte électronique.

**Avec des coupables désignés et des peines prononcées ?**

Dans sa conception, ce tribunal n'est pas un mimétisme du tribunal classique où il y a des témoins à charge ou à décharge. Aussi, il n'a pas pour vocation de couper des têtes ou de faire pleuvoir des sanctions. C'est en fait une façon de présenter différentes articulations, à différents niveaux, de nos problèmes. Par des

étapes bien distinctes des audiences de ce tribunal. Ainsi, la première partie du panel concernait les témoignages directs des femmes qui viennent avec leurs propres expériences (voir *Flamme d'Afrique* n° 1). Bref, c'est l'émotion et la souffrance infligées aux femmes par les politiques néolibérales.

En deuxième lieu, c'est la voix des résistances qui est montée. Autrement dit, le témoignage de celles qui survivent à la pauvreté, à la famine. Enfin, il y a eu l'entrée en scène des experts de la résistance. Ceux-là mettent ensemble les différentes articulations et les alternatives produites, qui sont ensuite soumises à l'analyse. Le tribunal passe alors à sa dernière étape, qui est celle du jury. Celui-là ne condamne pas, puisque le coupable est connu. Ce sont les grandes puissances et les multinationales. Il suffit d'écouter les témoignages.

Autant dire que ce jury n'assure pas le suspense comme on en voit dans les tribunaux habituels. Il traduit l'espoir, l'affirmation des valeurs de l'Afrique. C'est aussi le moment de montrer le chemin. Le bon, qu'il faut emprunter pour voir le bout du tunnel.



**A ce propos, que retenir de cette audience de Lusaka ?**

Par rapport à la thématique, nous avons pris la mondialisation ou encore la globalisation comme un génocide dominant. Les gens n'arrêtent pas de mourir de famine et il y a de nombreuses personnes qu'on ne peut pas soigner. Tous ces gens là ne meurent pas par les armes à feu. Mais du fait des ajustements structurels et de la dette. Nous avons aussi articulé certaines formes de violences sur la femme avec un certain nombre d'aspects de notre culture que nous ne voulons pas condamner comme le font certains discours extérieurs. Le tribunal veut dire qu'il en appelle à repenser l'économie. Les négociations avec l'Omc ne donneront rien.

## Contribution

### LA GAMBIE AU FORUM SOCIAL AFRICAIN

#### Une source d'inspiration, une opportunité de contacts

Nous sommes une équipe de cinq responsables de la société civile de Gambie : Ousmane Yabo, directeur de Tango, un consortium d'une centaine d'Ong nationales et internationales basées en Gambie, Binta J. Sidibé, de l'Association pour le renforcement du pouvoir et des droits des femmes et les jeunes filles (APGWA), Demba Diawo, président de l'Union de la presse de Gambie (Gambia Press Union) qui travaille pour disséminer et promouvoir les actions de paix, justice sociale et économique de la société civile, Yadikone Ndiaye, communautaire en développement à World View The Gambia, qui travaille à promouvoir les Ntic dans les communautés à la base en zone rurale et faciliter l'accès à la parole aux couches défavorisées et marginalisées, notamment les femmes et les enfants, Agnes Adama Campbell, coordinatrice du Partenariat à Action Aid the Gambia, qui travaille à l'éradication de la pauvreté, à la sécurité alimentaire, à la paix, sur genre et développement et sur la santé publique. Mme Campbell intervient auprès des couches défavorisées en appui à la société civile, pour faciliter le réseautage et renforcer les capacités des acteurs en vue des changements au sein de la société.

Action Aid appuie les membres de Tango dans plusieurs directions : amener les organisations de la société civile à renforcer leurs capacités à lutter contre la pauvreté, la sécurité alimentaire, capitaliser sur leurs expériences et savoirs par des mécanismes efficaces et partagés de suivi-évaluation, influencer les politiques publiques pour favoriser l'accès aux services sociaux de base, la création de richesse et un Etat démocratique et agir positivement à inverser le mode de régulation à l'échelle régionale et internationale.

Pour cela, la mise en réseaux des Ong gambiennes et des divers acteurs de la société civile avec leurs homologues du continent africain et des autres continents est essentielle. Dans cette optique, la délégation gambienne prend un intérêt particulier à sa participation au Forum social Africain qui

constitue un espace de rencontre, d'échanges et de construction des alternatives populaires au modèle de développement néolibéral. Elle se félicite de la dynamique également enclenchée en Afrique de l'Ouest et qui s'est traduit par le Forum ouest-africain organisé récemment en Guinée et qui a connu un succès retentissant.

La participation au Forum social a permis de se familiariser avec l'agenda africain, notamment la nécessaire redéfinition des Accords de partenariat économique et de coopération, la dénonciation de l'arrimage de l'agriculture à l'Omc, la nécessité de baser la lutte contre la pauvreté sur la remise en cause des bases des inégalités dans nos différents pays, le rejet du mode de régulation internationale de type néolibéral.

La délégation a trouvé dans le forum une large ouverture et une source d'inspiration à promouvoir des initiatives économiques comme celles de l'économie solidaire, les expériences de l'Afrique de l'est en matière de prévention du sida et de l'approche genre et développement. Elle a pu entrer en contact avec plusieurs réseaux internationaux : Le Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (Ripess), Africa network for integrated development, Panafrican association for literacy and adult education (Paalae), Non-violent Action for social Change, etc. Ces contacts offrent des opportunités de collaborations futures à la fois avec les différents réseaux mais aussi avec d'autres Action Aid de Sénégal, Ghana, Kenya, etc.

Au retour en Gambie, la délégation envisage de réaliser une restitution au sein de Tango et d'autres regroupements de la société civile en Gambie pour disséminer les informations et les enseignements tirés de la participation au Fsa à Lusaka. Elle entrevoit une participation de qualité au prochain Forum social mondial à Porto Alègre en janvier 2005 et à la troisième rencontre internationale de la globalisation de la solidarité du 22 au 26 novembre 2005 à Dakar.